

## Burundi : l'opposition dénonce la campagne du référendum constitutionnel

@rib News, 14/12/2017 Source AFP L'opposition burundaise a dénoncé mercredi le lancement par le président Nkurunziza de la campagne du référendum sur une révision de la Constitution qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2034. Le dirigeant burundais a donné le coup d'envoi de la campagne mardi soir devant des milliers de paysans réunis à Bugendana, dans le centre de ce petit pays des Grands Lacs plongé dans une grave crise politique depuis plus de deux ans et demi. [Photo : Agathon Rwasa, le leader des ex-rebelles des FNL, premier-vice-président de l'Assemblée nationale.]

"Voici le jour que vous attendiez tous avec impatience", a-t-il déclaré tout en mettant en garde ceux qui voudraient "saboter" le référendum prévu en février. "il y a une ligne rouge", a-t-il averti. Le gouvernement burundais a adopté fin octobre un projet de révision de la Constitution qui permettrait au président Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans. L'annonce en avril 2015 de sa candidature à un troisième mandat controversé avait ouvert une crise politique qui a fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 déplacés. Lundi, le gouvernement a imposé une contribution "volontaire" de la population pour financer les élections de 2020, dénoncée par l'opposition comme un "vol organisé". L'opposition a également critiqué mercredi le lancement de la campagne sur le référendum constitutionnel. La révision de la Constitution est une "déclaration de guerre" au peuple burundais, a déclaré Cnared, principale plate-forme de l'opposition en exil. "Avec le lancement de cette campagne qui vise à enterrer l'accord de paix d'Arusha et à assurer une présidence à vie, Pierre Nkurunziza a choisi de continuer à mettre le pays à feu et à sang en mettant fin unilatéralement au dialogue sous les auspices des pays de la région, a déclaré à l'AFP le porte-parole du Cnared, Pancrace Cimpaye. L'Accord de paix signé en 2000 à Arusha, en Tanzanie, a ouvert la voie à la fin de la guerre civile qui a fait plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006 en mettant en place un système de partage du pouvoir entre les deux principales ethnies du pays, Hutu et Tutsi. L'opposition intérieure a elle aussi critiqué les dernières déclarations du président Nkurunziza. Le leader historique des ex-rebelles des FNL, Agathon Rwasa, premier-vice-président de l'Assemblée nationale et principal challenger de M. Nkurunziza, a dénoncé à la presse "une révision de la Constitution qui viole la Constitution". Il a invoqué l'article 200 qui prévoit que le président de la République peut convoquer un référendum constitutionnel après consultation des deux vice-présidents et du bureau de l'Assemblée nationale notamment. M. Rwasa assure que le bureau de l'Assemblée, dont il fait partie, n'a jamais été consulté, "à moins que ce ne soit son (mon) insu".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});